



CONSEIL DE COMMUNAUTE

JEUDI 11 FÉVRIER 2021

L'an deux mille vingt et un, le onze février, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni centre culturel Le Family à Landerneau sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, POUPON Julien, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénaïc, BODENEZ Guillaume, CASU Michèle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, MEVEL Stéphanie, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

Secrétaire de séance

POUPON Julien

Excusés

SOUDON Chantal (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)
LE GALL Jean-Noël (pouvoir à LEON Jean-Jacques)
RIOU Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)
CALVEZ-BARNOT Gaëlle (pouvoir à LE SAUX Jean-Luc)
LENUE Françoise (pouvoir à POUPON Julien)
NICOLAS Angélique (pouvoir à ROULLEAUX David)
QUENTRIC-BOWMAN Morgane (pouvoir à POUPON Julien)
THOMIN Mélanie (pouvoir à CYRILLE Yves)
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à TRMAL Marie-France)
YVINEC Odile (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)

Absents

CANN Joël, PHILIPPE Georges, GRALL Renaud

Conseil de Communauté du 11 février 2021
Délibération n°DCC2021_008

Objet	Transfert de la compétence mobilité
Rapporteur	Julien POUPON
Service	Pôle Aménagement
Thème	Mobilité

Julien POUPON donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

La Communauté, en lien avec les Communes s'inscrit depuis plusieurs années dans le cadre de réflexions relatives à la mobilité. Plusieurs variables contextuelles ont récemment favorisé l'émergence d'une forte volonté politique en faveur de la construction d'une stratégie mobilité à l'échelle de territoire, et la possibilité d'opérer un transfert de la compétence « Organisation de la mobilité » à la Communauté. A l'occasion du précédent et du nouveau mandat, les élus ont exprimé la volonté de construire une véritable stratégie mobilité communautaire, permettant de répondre aux enjeux du territoire de manière plus efficace et lisible. La perspective de la Communauté d'Agglomération, supposant le transfert de compétence mobilité comme compétence obligatoire est également un horizon prochain.

CONTEXTE LEGISLATIF

Le contexte législatif récent est venu accélérer cette volonté politique en matière de mobilité. La loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, dite « LOM » a pour ambition de réformer en profondeur le cadre général des politiques de mobilités et de réorganiser le paysage des acteurs compétents en matière de mobilité. L'objectif est de construire des solutions de mobilité adaptées aux enjeux locaux y compris pour les territoires peu denses.

La LOM invite les communes et leurs EPCI à statuer sur un transfert de compétence avant le 31 mars 2021, pour un exercice effectif au 1er juillet 2021.

En effet, l'article 8 de la loi d'orientation des mobilités modifié par l'ordonnance n°2020 -391 du 1^{er} avril 2020 dispose que « *lorsque les communes membres d'une communauté de communes n'ont pas transféré à cette dernière la compétence d'organisation de la mobilité à la date de promulgation de la présente loi, l'organe délibérant de la communauté de communes et les conseils municipaux de ses communes membres se prononcent sur un tel transfert dans les conditions prévues aux deuxième et troisième alinéas de l'article L. 5211-17 du code général des collectivités territoriales. La délibération de l'organe délibérant intervient avant le 31 mars 2021. Le transfert de compétence, prononcé par arrêté du ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements intéressés, s'effectue [...] et prend effet au plus tard au 1er juillet 2021.* ».

INTERÊTS DE TRANSFERER LA COMPETENCE « ORGANISATION DE LA MOBILITE »

Le transfert de la compétence « Organisation de la mobilité » à l'échelle communautaire présente plusieurs intérêts :

- L'échelle communautaire est une échelle pertinente d'organisation des mobilités, car elle permet de développer des solutions à une échelle couvrant la majorité des déplacements du quotidien,
- Elle permet de devenir un acteur légitime et identifié pour participer à un certain nombre d'instances, et être éligible à des financements,
- La compétence « Organisation de la mobilité » est un outil d'action publique locale permettant d'agir en réponse à des besoins aujourd'hui insuffisamment couverts à l'échelle de notre territoire,
- Dans le cas où la Communauté ne se voit pas transférer cette compétence, c'est la Région qui devient compétente pour l'organisation de la mobilité sur son ressort territorial, ce qui risque d'amoindrir les capacités d'action locale.

ENJEUX PARTAGES DU TERRITOIRE EN MATIERE DE MOBILITE

La construction de la stratégie mobilité, à travers la démarche du Projet de Territoire, a permis aux élus d'identifier un objectif partagé en matière de mobilité : **améliorer le maillage du territoire communautaire par la diversification de l'offre de mobilité**. Cet objectif répond à trois enjeux :

- 1) Aménager durablement le territoire en répondant aux besoins des habitants et des acteurs économiques,
- 2) Accompagner la transition écologique et énergétique du territoire,
- 3) Renforcer la solidarité territoriale et sociale.

LE CHAMP DE LA COMPETENCE TRANSFEREE ET LA CREATION D'UNE AUTORITE ORGANISATRICE DE LA MOBILITE

Champ de la compétence

Pour l'ensemble de ces raisons, il est proposé que les Communes transfèrent à la Communauté la compétence « **Organisation de la mobilité** », telle que décrite à l'article L. 1231-1-1.-I du Code Général des Transports créé par la loi d'orientation des mobilités (art.8 (V)), et soit compétente pour :

1. Organiser des services réguliers de transport public de personnes ;
2. Organiser des services à la demande de transport public de personnes ;
3. Organiser des services de transport scolaire définis aux articles L. 3111-7 à L. 3111-10, dans les cas prévus au quatrième alinéa de l'article L. 3111-7 et à l'article L. 3111-8
4. Organiser des services relatifs aux mobilités actives définies à l'article L. 1271-1 (« *Les mobilités actives, notamment la marche à pied et le vélo, sont l'ensemble des modes de déplacement pour lesquels la force motrice humaine est nécessaire, avec ou sans assistance motorisée* ».) ou contribuer au développement de ces mobilités ;
5. Organiser des services relatifs aux usages partagés des véhicules terrestres à moteur ou contribuer au développement de ces usages ;

La Communauté peut également :

1. Offrir un service de conseil et d'accompagnement individualisé à la mobilité destiné aux personnes se trouvant en situation de vulnérabilité économique ou sociale ainsi qu'à celles en situation de handicap ou dont la mobilité est réduite ;
2. Mettre en place un service de conseil en mobilité destiné aux employeurs et aux gestionnaires d'activités générant des flux de déplacements importants ;
3. Organiser ou contribuer au développement des services de transport de marchandises et de logistique urbaine, en cas d'inexistence, d'insuffisance ou d'inadaptation de l'offre privée, afin de réduire la congestion urbaine ainsi que les pollutions et les nuisances affectant l'environnement.

Cette compétence est réputée non-sécable, c'est-à-dire qu'elle est transférée en bloc et pour l'ensemble des champs tels qu'inscrits ci-dessus.

Les champs non-concernés par la compétence

- L'organisation de tout service de transport qui dépasse le ressort territorial de la Communauté (pour lesquels la Région, en tant qu'Autorité Organisatrice Régionale de la Mobilité est compétente).
- Les modalités de coopération en matière d'intermodalité (articulation des dessertes, des horaires, des tarifications, des systèmes d'information, création et l'aménagement des pôles d'échanges multimodaux...) qui sont organisées par la Région, au titre de cheffe de file des mobilités à l'échelle régionale.
- L'organisation des services privés de transport routier non urbain de personnes au sens du Décret n°87-242 du 7 avril 1987 relatif à la définition et aux conditions d'exécution des services privés de transport routier non urbain de personnes, et en particulier :
 - les transports organisés par des collectivités territoriales ou leurs groupements pour des catégories particulières d'administrés, dans le cadre d'activités relevant de leurs compétences propres, à l'exclusion de tout déplacement à caractère touristique ;
 - les transports organisés par les établissements publics communaux accueillant des personnes âgées, les établissements d'éducation spéciale, les établissements d'hébergement pour adultes handicapés et personnes âgées et les institutions de travail protégé pour les personnes qui y sont accueillies, à l'exclusion de tout déplacement à caractère touristique ;
- les aménagements liés à la mobilité, qui relèvent de la compétence voirie communale.

Dispositions spécifiques de la loi d'orientation des mobilités relatives au transport scolaire

La Région est aujourd'hui compétente pour les services de transport scolaires (L.3111-7 du Code des Transports). Elles informent les AOM de toute création ou modification de dessertes locales qu'elles organisent (L.3111-4 du Code des Transport).

La LOM prévoit une disposition spécifique permettant que le service de transport scolaire ne soit transféré à la Communauté de Communes AOM qu'à sa demande, et dans un délai convenu avec la Région (L3111 – 5 et L.3111-7 du Code des Transports). Elle peut déléguer tout ou partie du service (art.L1231-4).

La CCPLD ne demande pas, pour le moment, à se substituer à la Région Bretagne dans l'exécution des services de transport scolaire que celle-ci assure actuellement dans le ressort de son périmètre ; elle conserve néanmoins la capacité de le faire à l'avenir conformément aux dispositions de l'article L. 3111 – 5 du Code des Transports.

Création d'une Autorité Organisatrice de la Mobilité et de son ressort territorial et implications fiscales

Création d'une Autorité Organisatrice de la Mobilité et de son ressort territorial

Le transfert de la compétence Organisation de la mobilité entraîne automatiquement la création d'une **Autorité Organisatrice de la Mobilité** au sens de l'article L1231-1 du Code des Transports, modifié par l'article 8 (V) de la Loi d'Orientation des Mobilité qui dispose que « *les communautés de communes après le transfert de la compétence en matière de mobilité par les communes qui en sont membres, [...], sont les autorités organisatrices de la mobilité dans leur ressort territorial.* »

Ce transfert entraîne également la création **du ressort territorial**, correspondant au territoire d'application de la compétence mobilité. Ce ressort territorial correspond aux limites administratives de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas.

En tant qu'AOM locale, la Communauté assure la planification, le suivi et l'évaluation de sa politique de mobilité, et associe à l'organisation des mobilités l'ensemble des acteurs concernés. Elle contribue également aux objectifs de lutte contre le changement climatique, la pollution de l'air, la pollution sonore et l'étalement urbain. Elle intervient en organisant des services de mobilité mais aussi en coordonnant et en concourant au développement de pratiques de mobilité plus durables et solidaires.

Implications fiscales de la création d'une Autorité Organisatrice de la Mobilité

L'article L2333 – 64 du code général des collectivités territoriales dispose que « *les personnes physiques ou morales, publiques ou privées, à l'exception des fondations et associations reconnues d'utilité publique à but non lucratif dont l'activité est de caractère social, peuvent être assujetties à un versement destiné au financement des services de mobilité lorsqu'elles emploient au moins onze salariés [...]* dans le ressort d'un établissement public de coopération intercommunale compétent pour l'organisation de la mobilité, lorsque la population de l'ensemble des communes membres de l'établissement atteint le seuil indiqué », soit 10 000 habitants.

La CCPLD, en tant qu'AOM, devient compétente pour l'instauration d'un Versement Mobilité sur son ressort territorial, dès lors qu'elle organise un service régulier de transport public de personnes.

Le Versement Mobilité est une contribution qui concerne tous les établissements publics ou privés du territoire employant au moins 11 salariés. Elle est recouvrée par l'URSSAF et la MSA pour le compte des collectivités et est assis sur les rémunérations brutes des employeurs. Elle peut contribuer à financer tout investissement et fonctionnement de services et d'aménagements qui rentrent dans le champ de compétence de l'autorité organisatrice de la mobilité.

Le taux plafond du versement mobilité (VM) dépend de la population de l'autorité compétente. Sur un territoire de 10 000 à 100 000 habitants, le VM maximal est de 0,55 %. Aujourd'hui, il est de 0,45% sur la commune de Landerneau. Dans le cas où la CCPLD devient compétente en matière de mobilité, il est proposé aux élus de s'accorder sur le principe d'un maintien du taux de 0,45% sur la commune de Landerneau, et d'instaurer un Versement Mobilité à taux réduit sur le reste des communes de la CCPLD, ayant vocation à converger vers un taux unique dans un délai qui devra être déterminé par les élus ultérieurement.

Cette démarche se fera en concertation étroite avec les entreprises du territoire, et en cohérence avec le déploiement du plan d'action mobilité.

LE TRANSFERT LIE A LA COMPETENCE ORGANISATION DE LA MOBILITE

Transfert de biens

La flotte de vélos électriques acquise dans le cadre du service de vélos en libre-accès de la Ville de Landerneau sera mise à disposition de la CCPLD dans le cas où la Ville en réalise bien l'acquisition.

Transferts de contrats

Selon les dispositions de l'article L5211-17 du code général des collectivités territoriales, la Communauté se substitue aux communes dans tous les contrats conclus par elles pour l'exercice de la compétence transférée, notamment des marchés publics. Les communes constatent la substitution et la notifie à leurs cocontractants.

Les contrats concernés sont, à titre indicatif, :

- Le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport urbain et scolaire, par contrat de concession, de la Ville de Landerneau (2020 – 2027),
- Le contrat de marché public de fournitures courantes et services relatif au déploiement et maintenance du réseau de vélos à assistance électrique en libre-service de la Ville de Landerneau.

Transferts de charge et de personnel

Transfert de charges :

Il est proposé aux élus un transfert de charges vers la Communauté pour les services de mobilité existants organisés par les communes, et relevant de la compétence Organisation de la Mobilité soit :

- Le service du réseau de transport urbain et scolaire de la Ville de Landerneau Ar Bus (relevant du champ n°1 de la compétence),
- Le service de vélos en libre-accès de la Ville de Landerneau (relevant du champ n°4 de la compétence).

Les charges afférentes à ces deux services seront déterminées par la Commission d'évaluation des charges transférée, dans le cadre de l'article 1609 nonies C du code général des impôts, qui concernera les services existants (...).

Transfert de personnel :

Aucun agent n'est concerné par un transfert à la Communauté.

ENGAGEMENTS DE LA CCPLD EN TANT QUE COMMUNAUTE DE COMMUNES AOM

La CCPLD, en tant que Communauté de Communes AOM associée à l'organisation des mobilités l'ensemble des Communes du territoire et les acteurs de la mobilité concernés.

Co-construire la politique mobilité avec les Communes

La CCPLD continue d'associer étroitement les Communes dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique mobilité.

Créer un Comité des Partenaires

L'article L. 1231-5 de la Loi d'Orientation des Mobilités dispose que les autorités organisatrices de la mobilité « *créent un comité des partenaires dont elles fixent la composition et les modalités de fonctionnement. Ce comité associe a minima des représentants des employeurs et des associations d'usagers ou d'habitants. Les autorités organisatrices consultent le comité des partenaires au moins une fois par an et avant toute évolution substantielle de l'offre de mobilité, de la politique tarifaire ainsi que sur la qualité des services et l'information des usagers mise en place.* »

Cette obligation est rendue effective à compter de la création d'une AOM à l'échelle de la CCPLD et de l'effectivité de la compétence mobilité.

Au titre du même article, l'AOM « *consulte également le comité des partenaires avant toute instauration ou évolution du taux du versement destiné au financement des services de mobilité et avant l'adoption du document de planification qu'elle élabore.* »

En ce sens, il est proposé aux élus de travailler sur le rôle et la composition du Comité des Partenaires en corrélation avec l'élaboration du plan d'action mobilité, qui sera engagé au second semestre 2021. Le Versement Mobilité étant en effet l'une des principales ressources de la politique mobilité communautaire, un travail privilégié avec les entreprises en tant que contributrices devra être assuré.

Associer à la politique les acteurs de la mobilité du territoire

Il est proposé aux élus d'associer les acteurs de la mobilité du territoire (entreprises, associations, partenaires sociaux...) à l'occasion de la construction du plan d'action de la politique qui sera engagé au second semestre 2021.

LA PROCEDURE DE TRANSFERT DE COMPETENCE

Selon le Code Général des Collectivités Territoriales, la procédure de transfert de compétence se déroule en 3 étapes :

- 1) Délibération en conseil de Communauté et lancement de la procédure de transfert de compétence mobilité, permettant aux conseils municipaux de disposer d'un délai de trois mois pour se prononcer,
- 2) Délibérations en conseils municipaux à compter de la notification de la délibération de la CCPLD aux maires. La compétence ne sera transférée qu'une fois l'accord des communes obtenu dans les conditions prévues à l'article L5211 – 5 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- 3) Notification de la décision des délibérations municipales aux services de la préfecture.

En effet, selon les dispositions de l'article L5211-17 du code général des collectivités territoriales, « *les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent à tout moment transférer, en tout ou partie, à ce dernier, certaines de leurs compétences dont le transfert n'est pas prévu par la loi ou par la décision institutive ainsi que les biens, équipements ou services publics nécessaires à leur exercice.*

Ces transferts sont décidés par délibérations concordantes de l'organe délibérant et des conseils municipaux se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale. Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au maire de la commune de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, pour se prononcer sur les transferts proposés. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable. Le transfert de compétences est prononcé par arrêté du ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements intéressés. »

L'article L5211 – 5 du code général des collectivités territoriales dispose par ailleurs que « *cet accord doit être exprimé par deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population, ainsi que par « le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale concernée. »*

DÉLIBÉRATION :

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5211 – 17 et L.5211 – 5 ;
Vu la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'Orientation des Mobilité et notamment son article 8 tel que modifié par l'ordonnance n°2020 – 391 du 1^{er} avril 2020 ;
Vu les réunions de secteurs du 15 et 16 décembre 2020 qui ont permis de dégager un consensus sur l'opportunité de transférer cette compétence à la Communauté,
Vu la réunion du 14 janvier 2021 en présence des maires des Communes ou de leurs représentants, actant les enjeux et les modalités du transfert de compétence Mobilité,
Considérant l'engagement de la Communauté d'associer les Communes dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique mobilité,
Vu l'avis favorable de la Commission Aménagement du 27 janvier 2021
Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 12 janvier 2021

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Lance le processus de transfert de la compétence « Organisation de la mobilité », effective au 1^{er} juillet 2021 à la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas, permettant aux conseils municipaux de disposer d'un délai de trois mois pour se prononcer sur le transfert de cette compétence dans le cadre prévu par les articles L.5211 – 17 et L.5211 – 5 du code général des collectivités territoriales,

Article 2 : Ne demande pas, pour le moment, à se substituer à la Région Bretagne dans l'exécution des services de transport scolaire que celle-ci assure actuellement dans le ressort de son périmètre ; elle conserve néanmoins la capacité de le faire à l'avenir conformément aux dispositions de l'article L. 3111 – 5 du Code des Transports,

Article 3 : Charge le président de notifier la présente délibération aux maires des vingt-deux communes membres aux fins d'adoption par les conseils municipaux de ces communes d'une délibération concordante,

Article 4 : Autorise le président à prendre toutes mesures nécessaires en vue de l'exécution de la présente délibération.